Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 65 (1920)
Heft: 7

Artikel: Armée et finances
Autor: Diesbach, de
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-340321

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Armée et finances.

La guerre nous a coûté beaucoup de peine et d'argent, rançon minime d'ailleurs d'un bonheur inestimable, celui d'avoir été préservés de ses horreurs. Il nous reste de tout cela une dette assez coquette, que nous finirons par payer, et une organisation militaire dont nos finances ne permettent plus l'application intégrale.

Telle quelle, cette organisation avait répondu à ce que l'on en attendait. Avec un budget militaire qui représentait, toutes proportions gardées, un minimum, et une durée de service défiant toute concurrence, la Suisse était parvenue à se constituer une armée, dont la seule réputation nous évita l'invasion.

Le général Maîtrot écrivait en 1913 (*Nos frontières de l'Est et du Nord*, p. 75) : « L'armée suisse a une grande valeur matérielle ; elle a une plus haute valeur morale encore ; c'est un outil de guerre de premier ordre, aussi bien dans la défensive que dans l'offensive, et ce serait un formidable appoint pour celui des deux belligérants, France ou Allemagne, avec lequel elle marcherait. »

En 1914, des deux côtés, on nous transporte gratuitement nos mobilisés rentrant au pays. Le but est atteint, on ne nous attaquera pas du côté allemand, et les Français ne nous demandent qu'une chose : le maintien de notre neutralité.

Cependant, en plus de graves imperfections, analogues d'ailleurs à celles que l'on rencontrait dans toutes les armées voisines, sauf une, notre armée présentait une lacune, qui lui était propre et tenait essentiellement à son caractère d'armée de milices. Elle était sans défense contre une attaque brusquée, et par là je n'entends pas seulement une attaque coïncidant exactement avec la déclaration de guerre, mais une offensive déclenchée dans les tout premiers jours du conflit, à l'aide de troupes de couverture et de quelques renforts mobilisés à la cloche de bois. L'Allemagne et la France avaient chacune trois corps de couverture sur leur frontière commune, troupes

à l'effectif de guerre et alertables en quelques heures. Ces corps se neutralisaient réciproquement. Mais les Allemands en avaient un en plus sur la frontière belge, le VIIIe à Coblenz, et ce fait, joint à certains autres préparatifs, indiquait assez clairement déjà depuis longtemps leurs intentions probables. Bien des auteurs, et, entre tous, le général Maîtrot, avec des arguments dignes de plus de crédit, les avaient démasquées avant la guerre. Or, l'invasion de la Belgique excluait celle de la Suisse, au début des opérations tout au moins, et c'est bien là la seule excuse que nous puissions invoquer de notre passivité en face d'un danger qui aurait dû nous obliger, en d'autres circonstances, à organiser dès 1905 nos services de relève.

Mais ce risque de l'attaque brusquée mis à part, notre armée représenta durant toute la guerre, aussi bien en 1914 qu'au printemps 1918, une force indiscutable, et il n'y a qu'à lire aujourd'hui Mangin ou Ludendorf pour comprendre les bonnes raisons qu'avaient les belligérants de nous conserver malgré tout quelques égards.

La guerre fut préparée dans les casernes et terminée dans les usines. Les soldats formés de la première heure furent remplacés au fur et à mesure par des effectifs de moindre valeur. Mais l'outillage des armées, plutôt envisagé en temps de paix comme un facteur secondaire de la victoire, prit peu à peu le développement inouï qui fut la cause principale de la ruine du monde. La valeur militaire des soldats passa très vite au second plan, et l'extension de l'outillage fit de la guerre une lutte industrielle intense.

De notre côté, réduits à notre matériel du premier jour, quelque peu augmenté, ne possédant même pas les échantillons des nouveautés les plus caractéristiques de la guerre, comment se fait-il que notre armée ait pu conserver jusqu'au bout son influence protectrice ? C'est qu'elle avait de par la force des choses une hypothèque de fait sur l'outillage des belligérants. Notre entrée dans le conflit eût jeté d'un coup dans la balance une armée solide et entraînée, une armée de vrais soldats, auxquels ne manquaient que l'expérience de la guerre et le matériel de combat. Mais avec son degré d'instruction et des conseillers techniques, elle eût vite acquis cette expérience

qui lui manquait, tandis que nos alliés l'auraient pourvue, dès les premiers jours, de l'outillage indispensable et des spécialistes nécessaires. En retour, quel élément de victoire n'aurait pas été l'armée suisse, géographiquement placée à pied d'œuvre de tant d'interventions décisives ? Retrouverons-nous jamais le miraculeux concours de circonstances qui nous sauva ? C'est grâce au jeu de l'équilibre militaire qui persista jusqu'au dernier moment que nous avons pu sortir intacts de cette crise sans précédent. Si l'Italie était restée dans son camp politique, nous étions perdus !

On répète bien un peu partout, mais sans y croire, qu'il n'y aura plus de guerre. Sans doute, les peuples qui l'ont faite, sont tellement épuisés et écœurés, qu'il faudra autre chose à l'avenir qu'un prétexte pour déclancher le cataclysme. Mais n'y a-t-il pas trop de plaies infectées pour qu'on puisse espérer les voir guérir sans l'intervention du bistouri ? Et puis, l'impérialisme a-t-il réellement disparu avec la puissance militaire allemande, ou bien n'a-t-il fait que changer de camp ? Autant de questions inquiétantes. Ce que l'on peut dire cependant, c'est que dans les démocraties et les monarchies constitutionnelles, où les princes n'exercent plus aucun pouvoir personnel, il est presque impossible qu'un gouvernement puisse assumer la responsabilité d'un conflit armé. Mais il faut tout de même compter avec certains courants d'idées, qui peuvent devenir assez forts à un moment donné pour fanatiser un peuple. Une dictature surgit toujours alors pour les exploiter ; et la guerre en est la conséquence fréquente.

Croire que les horreurs et les ruines de celle qui vient de finir suffiraient, à elles seules, à en empêcher une nouvelle serait, à mon avis, d'un optimisme exagéré. On oublie vite, et le choc des intérêts présents couvrira toujours la voix du passé.

La Société des Nations pourra, de son côté — je veux le croire, — empêcher dans bien des cas l'étincelle de mettre le feu aux poudres. Mais ses décisions ou ses menaces resteront sans effet, s'il s'agit d'un groupe de nations, assez sûr de sa force, pour risquer une guerre contre les autres, représenteraient-elles la majorité officielle de la ligue des peuples.

Nous n'en sommes pas là encore, Dieu merci, mais le seul fait que cette éventualité n'est pas exclue nous oblige à l'examiner à notre point de vue. Membre de la Société des Nations, la Suisse ne sera jamais du côté des dissidents, à moins que la majorité des peuples, ce qui n'est pas vraisemblable, ne commette à l'égard des autres une injustice criante et intolérable pour notre honneur. Par contre, nous serions très probablement cette fois-ci sur le chemin de l'assaillant. Notre neutralité militaire, qui serait pour les Etats sociétaires, nos amis, une sérieuse entrave, n'en constituerait aucune quelconque pour les dissidents, devenus d'ailleurs nos ennemis politiques, et ils pourraient donc nous envahir d'un cœur plus léger, si possible, qu'ils ne le firent en 1914 pour la Belgique. Notre armée tiendrait-elle à ce moment-là ? En admettant qu'elle ait alors une valeur militaire égale à celle de 1914, ce qui impliquerait en tout cas l'application des mêmes principes éducatifs, notre armée serait aussi incapable de barrer la route à une offensive étrangère que les piquiers de Marignan de résister aux fantassins de Rosbach.

L'invasion de notre pays serait préparée vraisemblablement par l'incursion brusque de plusieurs centaines d'avions. Nos ouvrages d'art, nos dépôts de munitions, nos arsenaux, nos fabriques, nos bâtiments publics, copieusement bombardés par des escadrilles, volant, s'il le faut, à ras de terre, et sans être inquiétées, sauteraient les uns après les autres. Et je vous demande ce que pourraient être notre mobilisation et notre concentration, ainsi entravées dès le début par des destructions généralisées, s'opérant avec le minimum de risques, sans trêve ni merci ? Puis viendrait l'invasion proprement dite. Une artillerie écrasante, comme puissance et comme nombre, nous brisant méthodiquement hors de portée de notre faible riposte. L'infanterie, renforcée de tous les accessoires utilisés dans les dernières phases de la guerre et convoyée par la cinquième arme, s'emparant sans gros effort de nos positions les unes après les autres. Pour nous, des pertes formidables et inutiles ; nulle part, une chance quelconque d'arrêter très longtemps l'assaillant, couvert par une telle supériorité d'outillage. Si noir que puisse paraître ce tableau, il ne me semble

pas exagéré. Le degré d'armement auquel sont parvenus les belligérants à la fin de 1918, sera forcément le point de départ de celui des futures guerres, sous réserve encore des nouvelles découvertes qui pourraient intervenir jusque-là. On cherchera de moins en moins à former de vrais soldats, ce qui se concilie difficilement avec la nécessité pour un gouvernement de rester populaire, et l'on s'efforcera de suppléer par le matériel à ce manque de préparation humaine. En résumé, ou bien l'on aura trouvé le moyen d'éviter à jamais la guerre, ou bien elle prendra de plus en plus une physionomie industrielle.

Or, pour éviter sûrement de futures guerres, il semble n'y avoir qu'une façon d'agir : Pousser la notion de la Société des Nations sur notre continent à ses extrêmes limites ; créer une Confédération européenne, et n'y tolérer qu'une seule armée que l'on garnisonnerait dans tous les pays au prorata de leurs besoins et de leurs demandes. Est-ce une pure utopie ? Si c'en est une, c'est que les grands pays sont restés après la guerre ce qu'ils étaient auparavant, des puissances de proie, ou que tout au moins les vainqueurs sont incapables d'imposer aux vaincus une organisation qui serait dans l'intérêt de l'humanité, et s'ils ne le peuvent maintenant, que sera-ce plus tard, et quel pieux mensonge qu'une Société des Nations, avec des Etats conservant toutes leurs visées d'autrefois, leur système d'alliances militaires et leurs traités secrets !

Mais, nous Suisses, nous devons prendre la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Les menaces de guerre et de révolution nous obligent à conserver notre armée. Le premier danger semble encore lointain, mais il suffit qu'il ne soit pas définitivement éliminé pour que nous soyons tenus de nous y préparer. Le second, malgré deux tentatives, qui ont piteusement échoué, est toujours d'actualité.

La seule perspective d'une guerre encore possible veut que nous conservions à l'armée la valeur nécessaire et que nous lui procurions en sus l'outillage qui lui permette d'en tirer parti. Pour parer au danger révolutionnaire, l'esprit de la troupe a plus d'importance que ses armes, et si nous n'avions que ce risque à courir le problème du matériel ne se poserait même pas.

D'une part, nous devons donc conserver une armée de

campagne ; de l'autre, les ressources de notre budget ne nous permettent plus de l'entretenir telle quelle. Comment sortir de ce dilemme ? On a proposé déjà de se résigner à ce que l'on regarde comme une carte forcée. Avec un budget de 40 millions, nous ne pouvons plus maintenir l'organisation actuelle. Or, nous n'obtiendrons pas davantage. Il faut donc harmoniser coûte que coûte, suggère-t-on, nos dépenses avec nos ressources. Et l'on propose des taille-bas dans les effectifs, un regroupement de l'armée, des réductions importantes du temps de service, en un mot une réorganisation complète.

Je crois, pour ma part, que nous avions atteint avant la guerre le maximum de résultats possibles, étant données nos courtes périodes de service. Et ce maximum ne constituait pas autre chose qu'un minimum de formation militaire, soit comme instruction première, soit comme cours de répétition, au-dessous duquel une armée n'en est plus une, et ne pourrait jamais supporter l'épreuve, souvent décisive, d'une première rencontre. Mieux vaudrait ne plus rien faire, que faire moins. On saurait d'avance à quoi s'en tenir ; aucune désillusion.

Dans l'organisation militaire de 1907, le bataillon, la batterie de manœuvres ne représentaient ni moralement ni techniquement les formations correspondantes de guerre. N'ayant pas d'histoire commune suffisante, les unités, passées d'un jour à l'autre à l'effectif règlementaire en août 1914, manquèrent pendant un certain temps de la cohésion morale et physique, qui distingue une vraie troupe d'un corps improvisé. Il est indéniable que si toutes les périodes de manœuvres s'étaient accomplies à l'effectif de guerre, et non pas toujours avec une partie seulement de la troupe, nous n'aurions pas eu à surmonter cet ahurissement, ce malaise général, provenant de ce que le coup d'œil des chefs avait été faussé, et que, dans le cadre plus vaste de l'unité mobilisée, les hommes ne se reconnaissaient plus et se sentaient dépaysés. Tout cela sans doute ne dura qu'un temps minime. Le bataillon de 927 hommes ne tarda pas à devenir aussi souple et manœuvrier que celui de 450. Encore fallût-il que dans l'intervalle nous n'ayons pas eu à subir l'épreuve décisive.

J'admets bien que dans les armées voisines, les troupes de

couverture mises à part, l'active eût aussi à se compléter lors de la mobilisation. Mais les réservistes trouvèrent en arrivant au corps un noyau en plein entraînement, et ils avaient eux-mêmes reçu une formation moins hâtive, par conséquent moins facilement évaporable que celle de nos soldats. Peut-être, par contre, l'esprit des nôtres et leur sens naturellement militaire rendirent-ils moins sensible à ce moment-là la différence de préparation qui existait entre les uns et les autres.

Quoi qu'il en soit, il serait très imprudent d'accentuer encore par une loi nouvelle les inconvénients constatés en 1914. Sans compter qu'en réduisant et en espaçant les cours de répétition on arriverait à supprimer dans les corps de troupes ce sentiment d'exister même hors le service, qui donnait à notre armée une supériorité incontestable sur les formations de réserve des autres pays. Mais ce qui serait plus grave encore dans une réorganisation militaire après ces longs services actifs, c'est qu'elle détruirait tout le bénéfice de l'esprit de corps, dont sont animées nos troupes depuis 1914 ; esprit de corps qui est assez pénétrant et vivace pour impressionner plusieurs générations de recrues, fières et heureuses d'appartenir à la famille militaire de leurs aînés. C'est que l'armée d'aujourd'hui a enfin une histoire, qui se précise avec le temps. Sans lauriers et sans gloire, après avoir fait son sacrifice au début comme toutes les autres, elle a servi pendant des années pour garder le pays, et le pays, beaucoup grâce à Dieu, un peu grâce à elle, a été préservé.

D'ailleurs, une réorganisation militaire quelconque n'irait pas sans un bouleversement, dangereux en tous temps, mais plus que jamais aujourd'hui où l'armée doit pouvoir en quelques heures se jeter au travers d'une nouvelle tentative révolutionnaire. Et cette nécessité plus impérieuse que toute autre, ne permet pas, me semble-t-il, de toucher aujourd'hui à l'organisation militaire. La période transitoire serait critique au plus haut point, tandis que la réforme n'aboutirait finalement qu'à affaiblir notre pouvoir de répression, en privant l'armée de ses classes, qui sont moralement les plus solides.

Nous nous trouvons donc en face d'un problème à première vue insoluble : maintenir notre armée telle quelle, pour mieux

parer au danger de révolution, tout en lui fournissant les moyens qui lui manqueraient en temps de guerre ; de l'autre, faire tout cela avec un budget de 40 millions, qui ne suffirait même plus pour une armée trois fois moins considérable, en appliquant notre loi militaire actuelle.

Il est donc inutile de chercher l'équilibre dans la diminution des effectifs, car notre défense nationale ne pourrait supporter une pareille réduction de nos forces mobilisables.

Autant il paraît indiqué d'alléger notre armée de quelques dizaines de mille hommes, plus ou moins propres au service, mais coûtant cher tout de même, autant il serait dangereux d'ignorer à ce point l'importance du nombre. Nous enlèverions à notre défense nationale, avec les moyens de remplir sa tâche, tout prestige vis-à-vis de l'étranger. L'exemple de la Belgique nous renseigne à cet égard. C'est très probablement la supériorité numérique de notre armée sur la sienne qui décida du plan offensif allemand. Et l'on ne peut pas contester que celui-ci n'ait été prémédité et arrêté bien longtemps avant la guerre. Si la Belgique avait disposé en 1914 de 400 000 hommes instruits, c'est nous qui subissions l'invasion au lieu d'elle.

Car la valeur respective des objectifs stratégiques qui s'offraient à la manœuvre enveloppante des Allemands, suivant la solution adoptée, n'était pas si inégale que le facteur nombre n'ait pu jouer un rôle décisif dans le choix qui est intervenu. Et aujourd'hui qu'il ne s'agit plus de prévisions, mais de constatations, on doit reconnaître que, crime pour crime, les Allemands eussent été mieux inspirés de passer par la Suisse.

C'était l'Angleterre, tout d'abord, restant dans l'expectative devant un danger qui ne la menaçait que très indirectement. Elle se fût vraisemblablement bornée, au début, à une surveillance de la flotte allemande, et le jour où elle aurait reconnu que l'écrasement de la France était imminent et préparait le sien, son intervention tardive n'aurait en d'autre résultat que de précipiter sa propre défaite.

C'était l'Italie ensuite, frôlée par l'offensive allemande, et observant pour le moins une stricte neutralité pendant toute la durée du conflit.

C'était la France enfin, coupée en deux et perdant, dès les

premiers jours, la zone industrielle la plus indispensable à sa résistance ultérieure.

Mais si le nombre a joué le premier rôle peut-être dans l'appréciation par les belligérants de notre pouvoir de résistance, nous avons vu qu'il n'était pas davantage possible de chercher l'équilibre budgétaire au détriment de la valeur des troupes. Et le problème se complique encore, je le rappelle, de la nécessité où nous nous trouvons de compléter notre outillage ou de renoncer à nous défendre contre une agression extérieure.

Permettez-moi donc de suggérer un système qui tiendrait compte à la fois de l'éventualité d'une guerre, du danger constant de troubles révolutionnaires, de l'état de nos finances et de la mentalité actuelle, saturée d'illusions pacifistes et profondément dégoûtée des choses militaires en raison de ce qu'elles évoquent.

Or, mon point de départ, c'est précisément l'esprit qui règne aujourd'hui dans les pays qui nous entourent. Pour l'instant, on en a assez de la guerre, et les armées elles-mêmes n'en veulent plus. Cette dépression peut durer quelques années. Mais si l'on ne parvient dans ce délai à extirper tous les germes de discorde, et à apaiser la soif de revanche, la guerre reprendra de plus belle entre deux groupements nouveaux, profondément modifiés par les leçons de l'expérience, l'égoïsme ou le dépit.

Quoi qu'il en soit, nous avons du temps devant nous, mais tant que nous ne serons pas fixés sur l'avenir, nous devons conserver une armée au moins égale à celle de 1914, et outillée en plus pour la guerre moderne.

Basé sur ce principe, j'en suis venu à me demander combien de temps nous pourrions maintenir la valeur moyenne de nos troupes au-dessus de ce niveau, sans faire de cours de répétition et en nous bornant aux services d'instruction proprement dits. S'il s'agissait encore de notre armée d'avant la guerre, je répondrais : pas un an ! Mais l'armée actuelle, dont l'élite a fait en général 23 mois de service actif, ne peut plus lui être comparée. Les mêmes cadres ont travaillé tout le temps avec les mêmes troupes, et les mutations individuelles, qui se sont forcément produites au cours de ces années, n'ont été que des

exceptions confirmant la règle. Les unités ont acquis de ce fait une solidité et une cohésion, qui ne remplacent évidemment pas l'expérience de la guerre, mais qu'on n'aurait plus rencontrées tout de même aux armées belligérantes dès la deuxième année. Le conflit européen a donné à la Suisse des troupes telles qu'elle n'en a jamais eues sauf dans ses régiments capitulés. Des soldats de 1918 aux miliciens de 1914, il y a donc une marge, et c'est de ce côté que je voudrais chercher la solution de notre problème militaire.

L'armée de 1920 n'est déjà plus, il est vrai, celle de 1918. La dernière relève est licenciée depuis 18 mois. Deux classes ont quitté l'élite et sont remplacées par des recrues, dont j'aimerais pouvoir dire qu'elles valent celles de l'avant-guerre. La landwehr, par contre, a absorbé jusqu'ici six classes de l'élite, et le landsturm six de la landwehr. L'élite n'a encore qu'une classe sur douze qui n'ait pas passé par le service actif, puisqu'en 1919 on n'appela que les recrues dont l'instruction n'avait pu se faire en 1918. Or, je suis convaincu qu'elle pourrait en recevoir quatre et conserver encore une supériorité marquée sur l'élite de 1914, sans faire de cours de répétition, pendant ce temps.

La landwehr, à ce moment-là, n'aurait plus aucune classe d'âge n'ayant pas servi dans l'élite pendant la guerre, et le landsturm lui-même se composerait d'une classe ayant mobilisé avec l'élite en 1914, et de sept classes appartenant alors à la landwehr. Chaque année la valeur de notre armée se déplace donc d'un cran, de la classe qui en avait le plus avant la guerre vers celle qui en avait le moins. Et une réorganisation de l'armée devrait en tous cas s'inspirer de cette constatation essentielle. Pour ma part, je voudrais même l'éviter à tout prix, et j'ai le sentiment que nous arriverions à nos fins en suspendant simplement pour un temps les cours de répétition. Cette mesure serait bien la façon la moins nocive de concilier les intérêts de la défense nationale avec les ressources du budget. Elle réaliserait une énorme économie, qui jointe à quelques autres de moindre importance, nous permettrait de faire pendant ce temps pour l'outillage de l'armée les dépenses les plus urgentes.

Encore faudrait-il que les nouvelles classes reçoivent dans les écoles une empreinte militaire assez profonde, pour ne pas compromettre la valeur de l'ensemble en arrivant au corps après un chômage plus ou moins long. La caserne doit être une école d'énergie et non pas une pouponnière. Il faut plier la recrue à une discipline absolue dont elle gardera le souvenir. C'est en lui apprenant à accepter courageusement les fatigues et les privations qu'on en fera le soldat dont nous avons besoin. L'éducation passe avant l'instruction ; sans la première, la seconde est inutile.

Quant aux classes, déjà formées, on tâcherait de leur rendre moins sensible la suppression des cours annuels, en développant l'activité militaire en dehors du service. Il serait parfaitement possible d'intensifier quelque peu les tirs obligatoires. Peut-être ferait-on bien aussi d'introduire des épreuves de marche de même caractère, qui exigeraient de la troupe un certain entraînement et donneraient à ses chefs l'occasion de rentrer en contact avec elle. A côté de cela, il faudrait multiplier les concours de tir, de gymnastique, d'escrime à la baïonnette, de skis, et en organiser également pour les mitrailleurs, les grenadiers, les signaleurs et même les téléphonistes. Et il va sans dire que toutes ces petites fêtes seraient largement récompensées par la Confédération.

Mais on tiendrait surtout en haleine les cadres supérieurs par des cours tactiques, qui seraient organisés de façon à servir de préparation à un travail méthodique des sociétés d'officiers, et celles-ci auraient à en faire profiter à leur tour les sous-officiers. On pourrait parfaitement exiger des officiers supérieurs et même des capitaines qu'ils fournissent à ces sociétés une certaine collaboration déterminée à l'avance et contrôlable. D'autre part, l'on imposerait aux officiers subalternes un minimum de participation à leur activité. Et il va sans dire que toutes les sociétés qui se conformeraient à un certain programme et pourraient justifier de son exécution, recevraient également d'importants subsides en récompense de leurs efforts.

Ainsi l'âme de l'armée, loin de s'étioler pendant cette période de relâche, se vivifierait plutôt sous l'action d'un renouveau bienfaisant.

Je ne me fais pas moi-même une idée très exacte de l'économie que représenterait la suppression des cours de répétition, mais je suis persuadé qu'elle serait assez considérable pour nous permettre en plus, ce qui paraissait irréalisable, de compléter immédiatement notre outillage.

Je ne dis pas qu'avec un budget aussi limité que celui qu'on veut bien concéder encore à notre défense nationale la radiation de ce poste puisse suffire entièrement à nous procurer tout ce qui nous manque, mais il est d'autres économies qui pourraient faire le reste, et je n'en citerai que deux : la réduction momentanée du recrutement, sur les bases d'une sélection judicieuse et sévère, et la réorganisation immédiate de notre cavalerie, dans le sens d'une simplification, qui s'impose, étant donnée la pauvreté de nos finances.

Constatons tout d'abord que le taux de notre change est encore assez favorable pour nous permettre d'acheter le matériel indispensable à très bon compte. Et si l'on considère en plus l'obligation où se trouve l'Allemagne de détruire le sien, sans aucun profit, on acquiert la conviction qu'elle nous vendrait ce qu'il nous faut à des prix dérisoires.

Mais le matériel n'est pas tout, il faut encore être à même de s'en servir. Et précisément la formation de nos spécialistes, à l'exception d'une seule catégorie, la plus importante à vrai dire, n'offrirait pas grande difficulté. Nous ferions de toutes nos recrues des spécialistes, jusqu'à ce que nous en ayons le nombre voulu. L'infanterie préparerait à l'emploi des mitrailleuses légères, des grenades à fusil, des grenades à main, du téléphone et des signaux optiques. L'artillerie ne compléterait plus jusqu'à nouvel ordre le personnel des batteries de campagne, dont les pièces sont aujourd'hui distancées par celles des autres pays. Au fur et à mesure que la diminution des effectifs l'exigerait, on fusionnerait simplement les batteries existantes. Par contre, on formerait toutes les recrues au service des gros calibres, qui nous manquent, du canon d'infanterie, du minenwerfer, du canon contre avions et du char d'assaut. Le génie pousserait l'instruction de certaines nouveautés, sans oublier le développement urgent pour nous de la télégraphie

sans fil, aérienne et terrestre, et des projecteurs de toutes espèces.

Ce qui resterait plus compliqué et relativement beaucoup plus coûteux, ce serait la mise au point de notre aviation. Il nous faudrait un matériel de premier ordre et tout à fait à la page, si même nous nous contentions d'avions de chasse et d'avions de réglage. Je ne crois pas que nous puissions nous passer d'un noyau de pilotes permanents, une centaine au moins, tandis que les observateurs et les mitrailleurs se contenteraient d'une première formation et de cours de répétition plus ou moins longs. En plus de ce noyau d'aviateurs de carrière, il faudrait encourager par tous les moyens l'aviation civile, qui donnerait au corps ses réservistes, astreints tout de même à des vols contrôlés par les centres militaires.

Et si nous faisons maintenant le bilan général du système d'économies, basé principalement sur la suspension temporaire des cours de répétition, nous constatons :

1° Qu'au bout de trois ans, nous aurions encore une armée bien supérieure en qualité et presque aussi nombreuse que celle de 1914 ;

2° Que cette armée serait outillée pour la guerre moderne ;

3° Que nous pourrions nous l'offrir, ou peu s'en faut, dans les limites du budget actuel, alors qu'il ne permettrait, en dehors de celle-ci, que des combinaisons désastreuses.

Nous constatons en outre que ces trois années seraient de toutes façons une période de tâtonnements, et que des manœuvres, dans ces conditions, ne conduiraient qu'à un gaspillage de nos finances.

Enfin, et c'est là l'essentiel, il est impossible, croyons-nous, que l'incertitude politique et sociale où nous vivons se prolonge au delà de ce terme. D'ici là, ou bien l'Europe se sera apaisée, ou bien, l'irritation et la haine subsistant, la situation se sera corsée encore et nous fera voir clairement que nous marchons vers de nouveaux conflits.

Si la Société des Nations arrive à prendre corps et à se consolider peut-être par la formation infiniment souhaitable

des Etats-Unis d'Europe, nous pourrions nous passer d'une armée propre et nous contenter de participer à l'armée commune, dans la mesure où cela nous serait demandé. Si, sans aller si loin, l'Europe désarmait effectivement en remplaçant, par exemple, ses armées permanentes par des milices, nous pourrions suivre le mouvement en réduisant considérablement, cette fois-ci, nos effectifs. Car les armées voisines auraient perdu d'un coup toute valeur offensive, et la nôtre aurait la partie belle pour tenir son rang au milieu d'elles. Ces deux hypothèses constituent le premier terme de l'alternative, passons au second : La situation aggravée au bout de trois ans, sans issue probable qu'une nouvelle guerre. Eh bien ! nous aurions encore notre armée, affaiblie sous certains rapports depuis 1918, renforcée pourtant à d'autres égards, supérieure en tous cas à celle de 1914 ; et je ne crois pas que les pays voisins, étant donnée la crise morale qu'ils traversent, puissent escompter des conditions équivalentes.

Ce qui est à considérer surtout, c'est que nous serions arrivés à ce résultat relativement si satisfaisant en nous contentant d'un budget qui paraissait exiger de prime abord l'effondrement de notre organisation militaire actuelle.

Mais en 1923, en 1924, au plus tard, si la situation correspond alors au second terme de l'alternative, nous saurions faire, quels qu'ils soient, les sacrifices nécessaires. Nous mettrions à l'épreuve, dans des manœuvres, l'armée que nous aurions conservée jusque-là, et le peuple suisse, comprenant la gravité de l'heure et reconnaissant à ses autorités de l'avoir prévue, payerait sans rechigner ce qu'on est fort bien inspiré de ne pas lui demander aujourd'hui.

Lieut.-col. DE DIESBACH.